

sante... afin qu'ils puissent jouir plus pleinement d'une retraite bien méritée.»

● (1650)

Le gouvernement a choisi de s'accrocher au pouvoir en s'exprimant le 19 février dernier par l'entremise du ministre des Finances (l'honorable M. Turner): une sinistre blague. Où en sommes-nous maintenant? Pour un grand nombre de Canadiens, la vie quotidienne n'est plus qu'une question de survie. Les augmentations de prestations dont certains pensionnés ont profité récemment ont été instantanément englouties par la hausse continue des nécessités de la vie. Quant aux salariés, il est bien évident que l'inflation est en train de détruire non seulement leur revenu, mais encore la valeur qu'auront plus tard leurs prestations de retraite. Dans ces circonstances, il est difficile de bien placer son argent et presque impossible d'épargner.

Le consommateur canadien se trouve donc assailli de toutes parts: les travailleurs revendiquent, avec raison d'ailleurs, des hausses de traitement, ce qui fait monter les prix de revient, et c'est le consommateur qui en souffre. La grève nationale des chemins de fer, qui a entraîné notre convocation, n'était que la pointe de l'iceberg, et tous les députés le savent.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Nous devons sans aucun doute bien insister sur le fait que nous ne pouvons poursuivre une politique de bric et de broc. Nous devons fournir un effort global et concerté pour une période de deux ans, selon moi. Deux ans, c'est peu de temps pour une nation. Ce peut être une période très importante dans l'histoire du Canada. Nous devrions nous mettre à la tâche et façonner cette tranche d'histoire. Puisque le gouvernement actuel ne veut pas le faire, la solution évidente consiste à le remplacer le plus tôt possible par un gouvernement qui le fera.

**Des voix:** Bravo!

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, nous traitons maintenant d'un problème qui revêt une grande importance pour tous les Canadiens et pour tous les députés. Chaque fois que le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) et ses collègues en parlent, ils emploient toujours le même vocabulaire. Le chef de l'opposition réclame une attaque globale, concertée, un programme de stabilisation à court terme, une attaque provisoire.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lewis:** Jamais...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lewis:** Peu m'importe que les députés conservateurs continuent de chahuter, mais je crois qu'il faudrait consigner au compte rendu que tous les députés ont eu la courtoisie d'écouter le chef de l'opposition officielle...

**Des voix:** Bravo!

**M. Lewis:** ... même ceux qui ne partageaient pas son avis. Mais s'ils veulent continuer, ils le peuvent. Je m'en remets à vous, monsieur l'Orateur. Je le répète, le chef de l'opposition réclame une action globale, concertée, temporaire. A un moment donné, il a proposé un blocage de 90 jours, une autre fois, il y a une quinzaine, il a proposé un programme d'un an et demi; aujourd'hui, il s'agit d'un programme de deux ans. Jamais, ni lui ni ses collègues,

### *Coût de la vie*

lorsqu'ils ont parlé de cette lutte totale contre l'inflation, comme ils disent, jamais ils ont précisé comment ils s'y prendraient, jusqu'où ils iraient, comment ils régiraient les prix au cultivateur, s'ils imposeraient des contrôles sur les prix à une extrémité ou s'ils bloqueraient les salaires sur toute la ligne. Nous avons vu la semaine dernière que, si le programme des conservateurs avait alors été en application, non seulement aurions-nous eu une grève des employés sédentaires, mais nous aurions eu une grève de tous les employés de chemins de fer...

**Des voix:** Bravo!

**M. Lewis:** ... contre le blocage des salaires qu'ils auraient imposé.

Mon ami le chef de l'opposition déclare ne pas pouvoir comprendre comment on pourrait s'opposer à des contrôles généraux et, en même temps, il réclame des contrôles sélectifs et des baisses de prix. Je ne peux rien faire pour lui s'il ne peut comprendre cela, mais la logique est parfaitement évidente, et je veux vous exposer ce qui suit aussi simplement et aussi sérieusement que je sache le faire. On a constaté aux États-Unis et au Royaume-Uni qu'un système de contrôles généralisés était impraticable...

**Des voix:** Bravo!

**M. Lewis:** ... mais il existe au sein de l'économie, et particulièrement d'une économie aussi forte que celle du Canada, des secteurs où des contrôles peuvent faire du bien aux consommateurs et faire justice à la population. On peut citer—et je reviendrai sur certains d'entre eux dans un instant—les contrôles sur les taux d'intérêt qui influencent chaque acheteur de maison et emprunteur, des contrôles sur les prix de l'huile et de l'essence que nous ne pouvons pas mais devrions contrôler, et ces contrôles et restrictions sur l'escroquerie qui se produit à la suite des profits—sur lesquels je reviendrai également dans un moment—réalisés par les abattoirs, les chaînes de supermarchés, les banques, et les compagnies d'huile et d'essence. Il y a des domaines où l'on peut imposer une baisse sélective de prix, qu'il s'agisse d'essence ou de pétrole, subventionner le prix du pain et du lait à la consommation ainsi que le prix de la viande et cela sans recourir au fouillis bureaucratique que l'opposition officielle propose actuellement au Parlement.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lewis:** Je voudrais terminer là-dessus en signalant aux députés, aux Canadiens, aux journalistes à la tribune de la presse, qu'il est significatif que les gouvernements de par le monde qui ont voulu à tout prix imposer ce contrôle des prix uniforme aient été des gouvernements conservateurs au sens propre comme au sens politique du mot, à Washington, à Londres ou ailleurs.

**Des voix:** Bravo!

**M. Muir:** Et la Nouvelle-Zélande?

**M. Lewis:** Il n'y a pas d'imposition générale de contrôles en Nouvelle-Zélande. Ces conservateurs ne savent pas ce qu'ils disent. J'ai eu l'honneur et le plaisir de passer une heure ou deux avec le premier ministre de la Nouvelle-Zélande lors de son séjour ici pour la Conférence du Commonwealth et je sais, car il me l'a dit, qu'il n'y a pas de contrôles de ce genre dans son pays. On y a instauré ce que nous avons exigé, c'est-à-dire ce qu'on appelle là-bas un tribunal efficace de justification des prix.

**Des voix:** Oh, oh!